**CERCLE CANADIEN DE MONTRÉAL
LUNDI 25 OCTOBRE 2021**

**ALLOCUTION DE MONSIEUR LOUIS AUDET
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE COGECO INC. ET DE COGECO COMMUNICATIONS INC.**

« ENTREPRENEURIAT ET JUSTICE SOCIALE »

Merci pour cette amicale introduction.

Distingués membres de la table d'honneur, chers amis du Cercle Canadien de Montréal,
Mesdames et Messieurs,

Bonjour, bienvenue et merci pour votre présence.

Aujourd'hui, je propose de vous entretenir, à titre personnel, de deux sujets qui me passionnent et qui sont rarement évoqués côte à côte : « Entrepreneuriat et Justice Sociale ». Pourtant, les deux sont importants pour développer une industrie forte et pour favoriser l'harmonie sociale.

Parlons d'abord d'entrepreneuriat à partir d'un exemple concret.

L'économie Allemande repose en grande partie sur le Mittlestand, une infrastructure manufacturière constituée d'une multitude de fabricants de moyenne taille. Ensemble, avec les grandes industries d'équipements et d'automobiles, elles sont à la base d'un succès d'exportation et de création de valeur mondialement reconnu.

D'où vient ce succès remarquable? C'est très simple, la fiscalité allemande favorise le passage intergénérationnel des entreprises en ne percevant pas, pratiquement parlant, d'impôt au décès du défunt, que ce soit sur la valeur de l'entreprise ou sur l'augmentation de valeur de celle-ci. L'infrastructure industrielle évolue avec une vision à long-terme, dans la continuité, et la propriété demeure allemande.

Qu'en est-il de la fiscalité chez nous au Canada? Vous le savez déjà : au décès d'un entrepreneur, un impôt de 27% est perçu sur l'augmentation de valeur de la succession

du défunt. La conséquence directe de cet impôt c'est que les descendants d'entrepreneurs sont confrontés à un paiement immédiat de 27% de la Juste Valeur Marchande des actions de l'entreprise familiale. Bon nombre de familles ne sont pas en mesure de faire face à une telle exigence : elles sont donc forcées de vendre. La continuité de la passion familiale pour un produit ou un service est donc perdue. Un nouveau propriétaire est requis et on repart à zéro.

Or, en général, les pays ont intérêt à maintenir la propriété nationale de leurs entreprises. Les sièges sociaux, les emplois et les retombées économiques disparaissent lorsque ces entreprises sont vendues à l'étranger. Les entreprises à contrôle familial créent de nombreuses retombées économiques dans leur pays d'origine et ont souvent une vision à plus long-terme.

Nous avons voulu comprendre davantage comment l'Allemagne s'y prend. Nous avons donc commandé une étude à la firme de consultation Louis Caouette inc. Cette étude illustre comment d'autres pays de l'OCDE traitent les impôts sur la succession.

Vous serez étonnés d'apprendre qu'un tel impôt n'existe pratiquement pas dans les 14 pays, surtout européens, que nous avons analysés.

Permettez-moi de passer brièvement en revue les pays analysés. Nous avons sélectionné ceux-ci, non pas parce qu'ils pourraient favoriser notre thèse, mais uniquement en raison de leur importance au plan économique mondial et de leurs tailles respectives, comparées à celle du Canada.

Les pays de la liste qui suit n'imposent pas, ou très peu, les transferts intergénérationnels d'entreprises : le Royaume-Uni, la France, la Suède, l'Autriche, la Norvège, le Danemark, la Suisse, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la République Tchèque, l'Australie, les Pays-Bas et l'Italie. Notez la présence des pays scandinaves dans cette liste, des pays éminemment égalitaires. Ils font cela pour protéger leur infrastructure industrielle.

Le Gouvernement du Québec est préoccupé du défi posé par l'imminence d'une transition massive d'entreprises alors que bon nombre d'entrepreneurs vieillissent. Le

Québec a déjà posé un geste important en acceptant de différer sa part du dit impôt pour une période de 20 ans. C'est un bon début. Le Gouvernement Fédéral n'a pas agi. Et pourtant, le Centre de transfert d'entreprises du Québec nous informe que 66% des transferts d'entreprise devront se faire à l'extérieur des familles – d'où risque de les perdre.

La conclusion s'impose d'elle-même : la fiscalité Canadienne décourage l'entrepreneuriat familial. Cette erreur fiscale est unique à notre pays et doit être corrigée. Cette taxe introduite en 1971 ne cadre pas avec les impératifs industriels contemporains que nos pairs ont correctement identifiés. J'invite donc les deux paliers de gouvernement à mettre fin à cet impôt de façon urgente.

Aujourd'hui, nous rendons public, dans les deux langues officielles, l'étude sur la fiscalité du transfert intergénérationnel d'entreprises familiales réalisée par la firme Louis Caouette inc. L'étude est disponible sur le site internet de Cogeco, www.corpo.cogeco.com, tout comme l'est le texte de cette conférence. Monsieur Louis Caouette est disponible pour répondre aux questions.

Mais ce n'est pas là la seule entrave à la création et au maintien d'entreprises familiales. Certains intermédiaires financiers du marché des capitaux canadiens ont depuis longtemps une position défavorable face aux actions à droit de vote multiples et au contrôle familial. Et ceci en dépit des études que publie année après année la Banque Nationale démontrant la supériorité des rendements des entreprises à contrôle familial.

L'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (L'IGOPP) a déjà largement documenté le caractère nuisible des prises de contrôle hostiles et leurs études sont disponibles sur le site internet www.igopp.org. L'IGOPP a également opiné favorablement sur les actions à droits de vote multiples à certaines conditions.

Je me permets de vous donner mon point de vue personnel. Cogeco est une entreprise publique depuis 1985. Aujourd'hui, si nous devions considérer avoir recours à un premier appel public à l'épargne, nous ne procéderions pas sans droits de votes multiples. Et ceux-ci ne devraient pas être assortis d'une échéance et ils devraient être pleinement transférables. Mon conseil aux entrepreneurs qui veulent devenir publics :

dites non tant que vous n'aurez pas ces conditions minimales. Un bon conseil : commencez tôt vos discussions, soyez patients, et tenez votre bout. Rappelons-nous que ce sont les entrepreneurs qui créent les emplois et la richesse.

Voilà qui complète ma réflexion sur les facteurs susceptibles de favoriser l'entrepreneuriat, l'innovation et la pérennité du tissu industriel de notre pays.

J'aimerais maintenant me tourner vers le deuxième sujet de la conférence d'aujourd'hui : la Justice Sociale.

Dans les minutes qui suivent, je vous entretiendrai de sujets pour lesquels je ne possède aucune expertise particulière : je ne suis pas économiste, par exemple. Je vais utiliser des statistiques fournies par d'autres que je vais interpréter à ma façon. Ceci représente donc mon opinion, et n'engage en rien la responsabilité de mes sources que je vous identifierai au passage.

Je propose de commencer par examiner l'état de la mobilité sociale au Québec et au Canada. Il s'agit de la validation de la présence d'opportunités de mieux-être économique pour les citoyens, ce que les économistes appellent l'Élasticité intergénérationnelle des revenus. Ou, dit autrement, dans quelle mesure le revenu des parents est, ou non, le déterminant du revenu de leurs enfants plus tard dans la vie. À cet égard, les analyses de l'Institut du Québec (affilié au Conference Board) révèlent qu'au Canada, et encore davantage au Québec, notre mobilité sociale est voisine de celle des pays scandinaves. À l'autre extrême, les États-Unis sont caractérisés par de fortes inégalités sociales et une faible mobilité.

Voilà une première constatation positive. Il est également intéressant de noter que la proportion de Canadiens plus jeunes ayant obtenu au moins un diplôme universitaire de premier cycle se situe à 64.4% selon l'OCDE. Pour fins de référence, les États-Unis se situent à 51.9%. Nos citoyens jouissent donc d'un accès à l'enseignement universitaire bien meilleur. Ce résultat favorable est d'autant plus étonnant qu'en termes de richesse collective, telle que compilée par la firme Louis Caouette inc., le Canada se classe au 48^e rang des produits intérieur bruts per capita et le Québec au 58^e rang des États et

Provinces de l'Amérique du Nord qui sont au nombre de 64. Nous réalisons donc plus de justice sociale avec moins de moyens.

Toutefois, force nous est de constater que ces résultats sont atteints en bonne partie grâce au rééquilibrage fiscal, et non pas comme résultat de la valorisation du travail de ceux que les transferts fiscaux viennent aider. De surcroît, Centraide nous informe que 830,000 travailleurs au Québec gagnent moins de 15\$ l'heure, soit moins de 25,200\$ par année. Cela représente 10% de la population québécoise. 200,000 d'entre eux sont rémunérés au salaire minimum de 13.50\$/heure, ou 22,700\$ par année. Or le seuil de la pauvreté au Québec et au Canada, basé sur la mesure du panier de consommation, se situe entre 24,400\$ et 32,600\$ par année, d'après Statistiques Canada, variant selon la localité et le nombre de personnes dans le ménage.

De plus, quand on songe que 30% de la population du Québec appuyait les carrés rouges en 2012, on comprend que le problème est plus profond qu'il n'y paraît. Si cette situation est d'importance primordiale pour les personnes touchées, elle l'est également pour le maintien de l'harmonie sociale qui est le prérequis à une démocratie forte et durable.

Les mécanismes qui minent la démocratie ont été amplement décrits à travers les âges, de l'antiquité, jusqu'à nos jours. Quand la majorité estime que les écarts de richesse et d'accès aux opportunités sont trop grands, il survient des cataclysmes comme celui des frères Gracques à Rome vers 130 avant Jésus-Christ, ou dans l'histoire moderne, la révolution française de 1789 et la révolution russe de 1917. Ou à tout le moins surviennent des secousses qui mettent la démocratie en péril, comme ce fut le cas aux États-Unis le 6 janvier de cette année, ou en France avec les gilets jaunes ou au Royaume-Uni avec le Brexit là où les retombées funestes ne font que commencer à apparaître.

Dans le cas de l'assaut du Capitole, on parle d'un acte hostile, commis par des criminels aguerris. Mais souvenons-nous que le parti républicain n'est pas parvenu à dénoncer la chose de façon convaincante. Cela est le reflet d'un malaise social beaucoup plus profond. À l'origine de ce malaise, on retrouve la diminution nette des salaires horaires

des travailleurs américains non universitaires d'entre 6.4% et 9.4% de 2000 à 2017. Ce n'est pas surprenant qu'ils aient l'impression que le système est truqué.

L'arrivée de Donald Trump sur les traces du Tea Party est venue cristalliser d'autres segments de protestataires : les anti-avortement, les anti-impôts, les anti-gouvernements, les ultra-individualistes, et ainsi de suite.

Les entrevues menées par Edison Research à la sortie des bureaux de votation le 3 novembre 2020 démontrent que la polarisation existe maintenant dans toutes les couches de la société. Dieu merci, la culture canadienne des Accommodements Réciproques basée sur le dialogue, nous a épargné les misères que l'on peut observer au sud de la frontière, du moins jusqu'ici!

Cet exemple, bien qu'extrême, confirme que les inégalités, lorsqu'elles sont débridées, engendrent l'insécurité sociale et menacent la démocratie.

Bien sûr, il est normal qu'il existe des disparités de revenus qui dépendent des efforts et des sacrifices consentis qui varient d'une personne à une autre. Mais les forces du marché laissées à elles-mêmes, menacent la stabilité des démocraties à moyen et à long-terme. C'est donc à partir de cette logique qu'il faut attaquer le problème.

Comme nous l'avons vu tout à l'heure, le Canada maintient son harmonie grâce aux transferts fiscaux entre les familles. Mais cela, à mon avis, ne valorise pas adéquatement le travail de chacun.

S'il est vrai que présentement les ressources convergent vers les mieux nantis de la société, je ne crois pas qu'il faille en conclure que des niveaux de taxation supérieurs à 53% sont appropriés, de peur de décourager l'initiative. Par contre, nous pouvons réduire les écarts en valorisant davantage le travail des déciles des revenus inférieurs. Cette logique nous mène à la réalisation que le salaire minimum doit d'urgence être augmenté, et pas de façon timide, comme ce qui se fait depuis des années.

Les arguments contre une augmentation importante du salaire minimum au Canada, comme ailleurs dans le monde, sont bien connus, en voici quelques-uns : si les

travailleurs coûtent plus cher, il y aura perte d'emplois; si cette mesure leur est imposée, les petits commerçants vont faire faillite et ainsi de suite.

Le sujet est d'actualité puisque le 11 octobre dernier, le Professeur David Card de l'Université de Californie à Berkeley, natif de Guelph en Ontario, a reçu le prix Nobel d'économie pour sa démonstration que les craintes quant aux effets néfastes de l'augmentation du salaire minimum sont sans fondement. Ses études remontent à 1994 et revalidées en 2000. Compte-tenu des réticences qui se manifestent encore aujourd'hui, les préjugés ont manifestement de l'endurance! C'est d'ailleurs ce que dénonce l'éditorial du Globe & Mail du 13 octobre dernier.

À mon avis il est grand temps que le salaire minimum soit augmenté de façon significative. Mais pas sans mesures de sauvegarde.

Pour assurer la prospérité des petites et moyennes entreprises, il importe que l'état exerce une surveillance étroite du respect du salaire minimum accru. Sans une telle surveillance, les travailleurs à statut précaire sont sujet à être exploités par certains. La surveillance doit assurer que l'application est uniforme de sorte que cette augmentation soit compétitivement neutre pour les commerçants.

L'expérience de l'Ontario qui a haussé son salaire minimum à 14\$ en 2019 n'a pas engendré de retombées économiques négatives et s'est notamment traduite par une hausse des heures travaillées et une stabilité de la fréquentation scolaire, nous informe Centraide Montréal.

Ayons donc la conviction d'inciter les gouvernements à aller plus loin vers une valorisation adéquate du travail.

Pour ma part, aller plus loin ne veut pas dire passer de 13,50\$ à 14,00\$. J'invite plutôt les gouvernements à se demander si le niveau ne devrait pas se situer autour de 20\$! Je pense que nous devons tenter des choses qui font une vraie différence.

Un mot maintenant sur les plus démunis de notre société : les personnes en situation d'itinérance. Le sujet de l'itinérance est complexe et les préjugés abondent. Je ne

tenterai pas de vous brosser un tableau complet. Qu'il suffise de dire que notre société a intégré dans ses lois et ses programmes des mécanismes pour protéger les plus faibles dans notre société. Quand nous parlons d'itinérance, nous parlons de personnes qui sont tombées, généralement après un choc : perte d'un être cher, perte d'emploi, dépendances diverses, et ainsi de suite. Plusieurs sont affectés de maladies mentales ou physiques. Ces personnes sont les derniers vrais abandonnés de nos sociétés. Ils sont tombés et sont passés à travers toutes les mailles de notre filet social et se retrouvent ... dans la rue.

Il y a un certain nombre d'organismes qui travaillent à soulager cette misère. Aujourd'hui, nous avons le plaisir d'accueillir Monsieur James Hugues, le président et chef de la direction de la Mission Old Brewery, l'organisme qui est le leader dans le traitement de l'itinérance à Montréal. La Mission existe depuis 1889. Pendant de nombreuses années, elle administrait les services d'urgence aux personnes itinérantes : repas, hébergement, et soins de base. Au cours des 10 dernières années, la Mission a fait œuvre de pionnière en étant la toute première à prendre en charge les personnes en situation d'itinérance dès leur arrivée à la Mission pour tenter de prévenir qu'elles ne deviennent des sujets chroniques : diagnostic, traitement et accompagnement. De nos jours, cet accompagnement va jusqu'à leur fournir un logement. Ces regroupements de tentes que vous avez vus rue Notre-Dame est, ce sont des personnes en situation d'itinérance pour qui la décence est d'avoir un espace à eux, fut-il une simple tente, et non pas un lit dans un refuge communautaire. La Mission aujourd'hui, avec l'aide de fonds fédéraux, provinciaux, et municipaux, acquiert des édifices pour les rénover et les convertir en appartements pour accueillir les personnes en situation d'itinérance. En plus de continuer à soutenir les services d'urgence, la Mission finance aujourd'hui les services d'hébergement et d'accompagnement dans les bâtiments dont elle n'a pas à assumer le coût en capital. Et ça marche! 96% des participants vivent aujourd'hui dans leur propre appartement, et ils sont au nombre de 300!

Aide aux plus démunis de notre société, accroissement de la qualité de vie, les intérêts de tous citoyens de Montréal et de tous les Canadiens convergent vers un objectif commun. Et notre aide financière est importante puisque les gouvernements ne financent que 40% des coûts d'opération d'organismes tels que la Mission Old Brewery.

Quelque part, entre la misère des personnes en situation d'itinérance et les difficultés des moins favorisés, il existe une tranche de la société qui a besoin de logements abordables et ces deux tranches se chevauchent à la limite. Voilà une autre facette du problème qui requiert notre attention. Peut-être que ce sera là le sujet d'une conférence à venir...

Voilà qui conclue mon allocution. Et voilà comment se trouvent réunis, d'une part, le besoin de réformer la fiscalité canadienne qui est nuisible à l'industrie et, d'autre part, le besoin d'augmenter le salaire minimum avec sérieux pour valoriser la contribution de chaque personne dans la société et ainsi contribuer à protéger notre démocratie.

Je vous remercie de votre présence ici aujourd'hui et de votre appui financier généreux aux organismes sans but lucratif représentés autour de cette table.

Bonne journée à tous!